

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Prestations de services de
transports scolaires pour le compte de la
C.A.S.A -Lot n°1 desserte scolaire des
établissements des communes d'Antibes,
Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve-
Loubet et la colle sur loup- Avenant n°1
au marché n°16/102 SARL STCAR

Original
Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE .

N° Enregistrement : BC.2017.008

Date de la convocation :

Le 24/01/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **07 FEV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 FEV. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 janvier 2017

L'an deux mil seize et le 30 janvier à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Claude BERENGER

Monsieur OCCELLI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 20 juillet 2016, à la SARL STCAR le marché n°16/102 de « Prestations de services de transports publics urbains de voyageurs - Lot n°1 : Desserte scolaire des établissements des communes d'Antibes, Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve - Loubet et La Colle sur Loup ».

Il s'agit d'un marché fractionné à bons de commande passé pour une période initiale de douze (12) mois avec reconduction tacite par périodes de douze (12) mois sans que leur durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Les prestations ont débuté à la rentrée scolaire de septembre 2016.

Le montant des commandes est estimé annuellement à :

- Quantité minimale annuelle : 300 000 kms
- Pas de seuil maximum annuel.

Par courrier en date du 3 janvier 2017, la SARL STCAR a informé les services de la CASA de l'opération de transmission universelle de patrimoine de la SARL STCAR par la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES.

Le 3 octobre 2016, la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE (SAP) associée unique de la SARL SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA (STCAR) a dissout par anticipation la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA (STCAR).

En application des dispositions de l'Article 1844-5 Alinéa 3 du Code Civil, cette dissolution a entraîné la transmission universelle du patrimoine de la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA à la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Une Assemblée générale extraordinaire s'est réunie le 4 octobre 2016 qui a eu pour objet de délibérer sur l'autorisation de dissolution sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine des SOCIETES COMPAGNIE DES TRANSPORTS MEDITERRANEENS et SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA, le changement de la dénomination sociale, la modification des statuts et les pouvoirs relatifs à l'accomplissement des formalités afférentes.

Il a été décidé lors de cette assemblée:

- de la dissolution anticipée de la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine au profit de la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE ;
- de la modification de la dénomination sociale de la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE en KEOLIS ALPES MARITIMES ;

Les dispositions de l'article 23 du C.C.A.P « Cession ou modification du statut juridique » dudit marché prévoient cette possibilité qui ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur. La cession du présent contrat entraîne la substitution du nouveau titulaire du contrat dans les droits et obligations du titulaire résultant des présentes et n'ouvre pas droit à révision du contrat.

La SAS KEOLIS ALPES MARITIMES dispose des capacités financières, techniques et professionnelles nécessaires à la bonne exécution du marché de prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A. La SAS KEOLIS ALPES MARITIMES s'engage à assurer les prestations de services telles que prévues au marché.

Il y a lieu par conséquent de substituer la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES à la SARL STCAR pour les raisons juridiques précitées.

Le présent avenant n°1 a pour objet d'opérer le transfert du marché n°16/102 de Prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A de la SARL STCAR à la SA KEOLIS ALPES MARITIMES dont le siège social est 498 rue Henri Laugier 06600 ANTIBES, enregistrée au registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le n°417 752 595, en application des dispositions de l'article 23 du C.C.A.P Cession ou modification du statut juridique dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de la SARL STCAR par la SA KEOLIS ALPES MARITIMES.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°16/102 à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la SARL STCAR et la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1, dont le projet est joint en annexe.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n°16/102 à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la SARL STCAR et la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 janvier 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de GRASSE

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF, CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON, GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL DE VENCE, TOURETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET

**PRESTATIONS DE SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES POUR LE COMPTE DE LA C.A.S.A
LOT 1 : DESSERTE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DES COMMUNES D'ANTIBES, VALLAURIS, BIOT,
VALBONNE, VILLENEUVE – LOUBET ET LA COLLE SUR LOUP**

N° de marché :	16/102
Date de notification :	20 juillet 2016
Titulaire :	SARL STCAR 4 Route de Plascassier 06 650 OPIO

Avenant n°1

Avenant n°1

Entre,

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Bureau Communautaire du 30 janvier 2017,

D'une part,

Et,

La **SARL STCAR**

4, Route de Plascassier

06 650 OPIO

Représentée par Madame Patricia MEUNIER,

D'autre part.

Et

La **SAS KEOLIS ALPES MARITIMES**

498 rue Henri Laugier

06600 ANTIBES,

Représentée par Madame Patricia MEUNIER,

D'autre part encore.

Exposé préalable.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 20 juillet 2016, à la SARL STCAR le marché n°16/102 de « Prestations de services de transports publics urbains de voyageurs - Lot n°1 : Desserte scolaire des établissements des communes d'Antibes, Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve – Loubet et La Colle sur Loup ».

Il s'agit d'un marché fractionné à bons de commande passé pour une période initiale de douze (12) mois avec tacite reconduction par périodes de douze (12) mois sans que leur durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Les prestations ont débuté à la rentrée scolaire de septembre 2016.

Le montant des commandes est estimé annuellement à :

- Quantité minimale annuelle : 300 000 kms
- Pas de seuil maximum annuel.

Par courrier en date du 3 janvier 2017, la SARL STCAR a informé les services de la CASA de l'opération de transmission universelle de patrimoine de la SARL STCAR par la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES.

Le 3 octobre 2016, la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE (SAP), associée unique de la SARL SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA (STCAR) a dissout par anticipation la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA (STCAR).

En application des dispositions de l'Article 1844-5 Alinéa 3 du Code Civil, cette dissolution a entraîné la transmission universelle du patrimoine de la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA à la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Une Assemblée générale extraordinaire s'est réunie le 4 octobre 2016 qui a eu pour objet de délibérer sur l'autorisation de dissolution sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine des SOCIETES COMPAGNIE DES TRANSPORTS MEDITERRANEENS et SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA, le changement de la dénomination sociale, la modification des statuts et les pouvoirs relatifs à l'accomplissement des formalités afférentes.

Il a été décidé lors de cette assemblée:

- de la dissolution anticipée de la SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine au profit de la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE ;
- de la modification de la dénomination sociale de la SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE en KEOLIS ALPES MARITIMES ;

Les dispositions de l'article 23 du C.C.A.P « Cession ou modification du statut juridique » dudit marché prévoient cette possibilité qui ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur. La cession du présent contrat entraîne la substitution du nouveau titulaire du contrat dans les droits et obligations du titulaire résultant des présentes et n'ouvre pas droit à révision du contrat.

La SAS KEOLIS ALPES MARITIMES dispose des capacités financières, techniques et professionnelles nécessaires à la bonne exécution du marché de prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A. La SAS KEOLIS ALPES MARITIMES s'engage à assurer les prestations de services telles que prévues au marché.

Il y a lieu par conséquent de substituer la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES à la SARL STCAR pour les raisons juridiques précitées.

Article 1 – Objet de l'avenant n°1

Le présent avenant n°1 a pour objet d'opérer le transfert du marché n°16/102 de Prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A, de la SARL STCAR à la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES dont le siège social est 498 rue Henri Laugier 06600 ANTIBES, enregistrée au registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le n°417 752 595, en application des dispositions de l'article 23 du C.C.A.P Cession ou modification du statut juridique dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de la SARL STCAR par la SAS KEOLIS ALPES MARITIMES.

Article 2 : Incidence sur la durée du marché

Sans incidence.

Article 3 : Incidence financière

Sans incidence.

Article 4 – Dispositions diverses

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Article 5 – Date d'effet du présent avenant n°1

Le présent avenant n°1 prendra effet à compter de sa notification.

Fait à Sophia Antipolis, le

La Directrice de la
SARL STCAR

La Directrice de la SAS KEOLIS
ALPES MARITIMES

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Patricia MEUNIER

Patricia MEUNIER

Jean LEONETTI

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC1

LETTRE DE CANDIDATURE
HABILITATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS¹

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics ou accords-cadres pour présenter leur candidature. En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots. Il peut aussi être utilisé par les groupements d'entreprises, comme document d'habilitation du mandataire. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne et signe le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice (formulaire DC2).

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Les Genêts BP43
449 route des Crêtes
06 901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

B - Objet de la consultation.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Prestations de services de transports publics scolaires pour le compte de la CASA

C - Objet de la candidature.

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- ☐ pour le marché public ou pour l'accord-cadre (en cas de non allotissement) ;
☒ pour le lot n°1 de la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre (en cas d'allotissement) ;

(Indiquer l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Lot N°1 : Desserte des établissements scolaires des communes d'Antibes, Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve Loubet et la Colle sur Loup

Nomenclature CPV Lot 1 : 60130000-8 : Services de transport public par autocar

- ☐ pour tous les lots de la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre.

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

D - Présentation du candidat.

(Cocher la case correspondante.)

☒ Le candidat se présente seul :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

KEOLIS ALPES MARITIMES

498 rue Henri Laugier – 06 600 ANTIBES

Tél : 04 93 90 92 92 – Fax : 04 93 47 46 97

S.A. au Capital de 219 504 Euros

Code APE : 4939 A

SIREN : 415 750 595 – TVA FR : 92415750595

Adresse électronique : patricia.meunier@keolis.com

☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ NON OU ☐ OUI

E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations.

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)	Nom et prénom du signataire (***)

(*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Pour les groupements conjoints.

(***) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F1 - Attestations sur l'honneur.

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

F2 - Capacités.

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, déclarent présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre et produit à cet effet :

(Cocher la case correspondante.)

☒ le formulaire DC2.

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation.

G - Désignation du mandataire et habilitation (en cas de groupement).

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Les membres du groupement :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies dans le document d'habilitation joint en annexe de la présente lettre de candidature ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous ;
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

H - Signature du candidat individuel ou de chaque membre du groupement.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
MEUNIER Patricia Directrice KEOLIS ALPES MARITIMES	Antibes le 9 Janvier 2017	Keolis Alpes Maritimes 498 Rue Henri Laugier - 06600 Antibes Tél : 04.93.90.92.92 – Fax : 04.93.47.46.97 S.A.S au Capital de 219 504 Euros SIRET : 415 750 595 200 43 – Code APE : 4839 A <u>Adresse de correspondance :</u> Z.I. La Frayère - 9 Allée des Cormorans 06150 CANNES LA BOCCA

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Date de la dernière mise à jour : 25/08/2014.

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES
**DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL
OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT¹**

DC2

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics ou accords-cadres à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).

En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement produit, en annexe du DC2, les éléments demandés par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Les Genêts BP43
449 route des Crêtes
06 901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Prestations de services de transports publics scolaires pour le compte de la CASA

C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement.

C1 - Cas général :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

KEOLIS ALPES MARITIMES

498 rue Henri Laugier – 06 600 ANTIBES

Tél : 04 93 90 92 92 – Fax : 04 93 47 46 97

Code APE : 4939 A

SIREN : 415 750 595 – TVA FR : 92415750595

Adresse électronique : patricia.meunier@keolis.com

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) : **S.A. au Capital de 219 504 Euros**

- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat.) **Madame Patricia MEUNIER**

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C2 - Cas particuliers :

(Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et pouvant bénéficier d'un droit de préférence en application de l'article 53-IV du code des marchés publics ou postulant à un marché réservé en application de l'article 15 du même code coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique et fournit les textes relatifs à ce statut.)

Statut du candidat individuel ou du membre du groupement

- | | |
|---|--|
| 1. <input type="checkbox"/> Société coopérative ouvrière de production (SCOP) | Indiquer ci-contre la date de publication au Journal officiel de la liste mentionnant la SCOP candidate, ou produire une attestation délivrée par les directions régionales chargées du travail. |
| 2. <input type="checkbox"/> Groupement de producteurs agricoles | Indiquer ci-contre les références de publication au Journal officiel de l'arrêté du ministère chargé de l'agriculture reconnaissant la qualité d'organisation de producteurs du candidat
Pour les candidats européens, produire la liste établie par le ministre chargé de l'agriculture mentionnant le candidat. |
| 3. <input type="checkbox"/> Artisan ou entreprise artisanale | Indiquer ci-contre le numéro d'inscription au registre des métiers et produire un extrait du registre des métiers délivré par les chambres des métiers. |
| 4. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artisans | Indiquer ci-contre le numéro d'inscription au registre des métiers et produire un extrait du registre des métiers délivré par les chambres des métiers. |
| 5. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artistes | Indiquer ci-contre le numéro d'immatriculation au Centre de Formalités des entreprises, ainsi que la date de publication au Journal officiel de la liste mentionnant le candidat. |
| 6. <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée
(L5213-13, L. 5213-18, L. 5213-19 et L. 5213-22 du code du travail) | Produire le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionales chargées de l'emploi et de la formation professionnelle. |
| 7. <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide par le travail (article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles) | Indiquer ci-contre la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création. |
| 8. <input type="checkbox"/> Autres : A préciser | |

D - Renseignements relatifs à la situation financière du candidat individuel ou du membre du groupement.

D1 - Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du 01/01/2013 au 31/01/2013	Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014	Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015
Chiffre d'affaires global	27 355 031 €	27 144 034 €	26 686 991 €
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché	7,40%	7,47%	9,23%

D2 - Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

(Cocher la case correspondante.)

NON ☒

OUI ☐

(Dans l'affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.)

E - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature.

(Joindre, en annexe du DC2, toutes les pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation pour chaque opérateur économique. Apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.)

Désignation du (des) opérateur(s) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET.]

F - Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement.

(si demandés par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice.

Cette rubrique concerne exclusivement les marchés publics ou accords-cadres passés pour les besoins de la défense.)

G - Récapitulatif des pièces à fournir à l'appui de la candidature.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat individuel ou le membre du groupement pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

Date de la dernière mise à jour : 15/09/2010.

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr



Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « B »

Annonce n° 48

06 - Alpes-Maritimes

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRASSE

Modifications et mutations diverses

415 850 148 RCS Grasse.

SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Sigle : STCAR

Commentaires : Dissolution sans liquidation de la société, décision de l'associé unique...

SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA
Société à responsabilité limitée au capital de 15 250 euros
Siège social : 4, route de Plascassier – 06650 OPIO
415 850 148 RCS GRASSE

DECLARATION DE DISSOLUTION PAR L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 13 OCTOBRE 2016

La société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, société par actions simplifiée au capital de 219 504 euros, dont le siège social est 840 Avenue Emile Hugues à Vence (06140), immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Grasse sous le numéro 415 750 595, représentée par Monsieur Frédéric RABIER, agissant en sa qualité de Président,

Associé unique de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, société à responsabilité limitée au capital de 15 250 euros, dont le siège social est 4, route de Plascassier – 06650 OPIO, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 415 850 148,

Déclare :

- 1) Dissoudre par anticipation la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** à compter de ce jour.

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du Code civil, cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** à la Société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE** sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous la seule réserve qu'à l'issue du délai d'opposition prévu par la Loi, les créanciers n'aient pas fait opposition à la dissolution ou, en cas d'oppositions, que celles-ci aient été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances ait été effectué ou les garanties constituées.

- 2) Confirmer en tant que de besoin les pouvoirs suivants de Monsieur Frédéric RABIER en qualité de Gérant de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, ces pouvoirs n'ayant qu'un caractère énonciatif et non limitatif :

- arbitrer toute difficulté pouvant surgir entre la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, Associé unique, et la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** dissoute ;
- contrôler l'acquis régulier du passif ;
- réitérer et confirmer par tous actes complémentaires notariés ou sous seing privé la transmission opérée par l'effet de la dissolution des biens ou de certains d'entre eux de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, dissoute, à la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, Associé unique ;
- en préciser la désignation ;
- réparer toutes omissions ;
- établir et/ou compléter toutes origines de propriété ;

à cet effet, faire toutes déclarations complémentaires, veiller à l'accomplissement de toutes formalités de publicité ; au besoin, concourir à tous actes de dépôt avec ou sans reconnaissance d'écriture et de signature, accomplir ou faire accomplir toutes formalités nécessaires ayant pour objet de faire passer les biens de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, dissoute, dans le patrimoine de la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, Associé unique :

- faire s'il y avait lieu toutes significations nécessaires relativement aux biens transmis,

- exercer toutes actions judiciaires, tant en demande qu'en défense et représenter la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, dissoute, auprès de toutes administrations ainsi que dans toutes les opérations de faillite, de redressement et de liquidation judiciaires ou de liquidation amiable ;

aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer en partie les présents pouvoirs et, généralement, faire ce qui sera nécessaire à la bonne fin des opérations concernant la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** à l'occasion de sa dissolution sans liquidation et de la transmission de son patrimoine au profit de la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, Associé unique.

- 3) Par l'effet des présentes et de la loi susvisée, reprendre l'ensemble des engagements et des obligations de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, dissoute, à l'égard de ses cocontractants et, d'une manière générale, à l'égard des tiers ainsi que l'ensemble des droits dont la société dissoute bénéficiait antérieurement.

Les créanciers sociaux pourront faire opposition à cette dissolution dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication légale de la présente déclaration.

- 4) Au regard de l'impôt sur les sociétés

4.1 Régime de faveur et rétroactivité

Sur le plan fiscal, la dissolution sans liquidation est assortie d'un effet rétroactif et prend effet à la date du 1^{er} janvier 2017. Par suite, toutes les opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2017 par la société dissoute seront fiscalement réputées, tant pour ce qui concerne l'actif que pour le passif, avoir été accomplies pour le compte de la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**, Associé unique.

L'Associé unique déclare que la société dissoute est une société à responsabilité limitée ayant son siège social en France et soumise à l'impôt sur les sociétés, et qu'il entend placer l'opération de dissolution sans liquidation, objet de la présente décision, sous le régime fiscal de faveur édicté par l'article 210-A du CGI en matière d'impôt sur les sociétés.

Aux fins de bénéficier de ces dispositions, l'Associé unique s'engage expressément à :

- reprendre à son passif les provisions dont l'imposition aurait été différée chez la société dissoute ainsi que la réserve spéciale où elle aurait porté les plus-values à long terme soumise à une imposition réduite ;
- se substituer à la société dissoute pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société dissoute ;
- réintégrer le cas échéant dans ses bénéfices imposables, les plus-values dégagées par l'apport des biens amortissables et ce en bénéficiant de l'étalement prévu par les dispositions légales et les instructions administratives en cette matière ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient dans les écritures de la société dissoute ;
- à se substituer à tout engagement de nature fiscale qui aurait pu être souscrit par la société dissoute concernant les biens apportés.

La dissolution sans liquidation étant réalisée sur la base des valeurs nettes comptables, la société confondante reprend à son bilan les écritures comptables de la société dissoute (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et s'engage à continuer à calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la société dissoute.

- 5) Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée

Les sociétés **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** et **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE** étant redevables de la TVA, elles déclarent soumettre la présente opération au régime de dispense de TVA prévu à l'article 257 bis du Code Général des Impôts tel que commenté par l'instruction administrative 3 A-6-06 du 20 mars 2006.

En conséquence, les livraisons de biens et les prestations de services réalisées dans le cadre de la présente dissolution ne seront pas soumises à la TVA.

La dispense de TVA s'applique ainsi aux transferts des biens suivants qui seront effectués par la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** par suite de sa dissolution :

- marchandises neuves et autres biens détenus en stock ;
- biens mobiliers corporels d'investissement qui ont ouvert droit à déduction complète ou partielle de la TVA lors de leur achat, acquisition intracommunautaire, importation ou livraison à soi-même ;
- biens mobiliers incorporels d'investissement ;
- immeubles et terrains à bâtir. S'il s'agit d'immeubles achevés depuis moins de 5 ans et n'ayant pas fait l'objet d'une cession à une personne autre qu'un marchand de biens, le transfert de ces immeubles n'est pas pris en compte pour l'application de l'article 257-7°-2 du Code Général des Impôts, à savoir l'appréciation du caractère neuf de ces biens.

En outre, les transferts de biens d'investissement effectués dans le cadre de la présente transmission, et dans le délai de régularisation défini à l'article 210 de l'annexe II au CGI, ne donneront pas lieu, pour la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** aux régularisations du droit à déduction de la TVA prévues aux articles 210 à 215 de l'annexe II au CGI.

Le bénéficiaire de la transmission étant réputé continuer la personne du cédant, la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE** sera tenue, le cas échéant, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la présente transmission universelle du patrimoine et qui auraient en principe incombé à la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** si elle avait poursuivi elle même, l'exploitation de son patrimoine.

Le montant total hors taxe des actifs transmis devra par ailleurs être mentionné sur la déclaration de TVA de la société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE** et de la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** souscrite au titre du mois au cours duquel interviendra la réalisation effective de la présente dissolution. Ce montant sera reporté sur la ligne "Autres opérations non imposables".

Enfin, la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA** transférera purement et simplement à la Société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE** le crédit de TVA dont elle disposera éventuellement à la date où elle cessera juridiquement d'exister. Le montant du crédit transféré sera alors déclaré en double exemplaire au centre des impôts dont dépend la Société **SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE**.

6) Au regard des droits d'enregistrement

La dissolution sans liquidation de la Société entraîne l'exigibilité du droit fixe prévu à l'article 811 du Code Général des Impôts.

7) Dispositions générales

L'Associé unique s'engage à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le calcul et le paiement de l'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes, compte tenu du régime fiscal sus-indiqué, auquel la société dissoute et l'Associé unique ont déclaré vouloir soumettre l'opération. En particulier, il se conformera aux obligations déclaratives prévues par l'article 54 septies du CGI.

Tous pouvoirs sont conférés à Monsieur Frédéric RABIER pour effectuer toutes les formalités de publicité légale et pour constater :

- soit que, à l'issue du délai de trente (30) jours prévu par la loi à compter de la publication de l'avis de dissolution, les créanciers n'auront pas fait opposition à la dissolution,
- soit que, en cas d'opposition à l'intérieur du délai susvisé, les oppositions auront été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou les garanties constituées,

de telle sorte que la société **SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA**, dissoute, soit radiée de plein droit au Registre du Commerce et des Sociétés conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

En outre, Frédéric RABIER, ès qualité, confère au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes tous pouvoirs à l'effet d'accomplir toute autre formalité requise par les textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

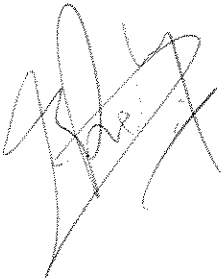
Fait à Paris, le 13 octobre 2016.
En quatre (4) exemplaires originaux.

SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE

Associé unique représenté par

Frédéric RABIER

Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'FRABIER', written over a faint rectangular stamp.

KEOLIS ALPES MARITIMES
Société par actions Simplifiée au capital de 219 504 Euros
Siège social : 840 avenue Emile Hugues- 06140 VENCE
415 750 595 RCS GRASSE

STATUTS

Mis à jour le 4 octobre 2016

ARTICLE PREMIER. – FORME

Il a été constitué à l'origine une Société Anonyme immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 415 750 595.

Par décision prise en Assemblée Générale Extraordinaire en date du 6 janvier 2009, les actionnaires ont transformé la Société en Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2. - OBJET

La société a pour objet :

- L'exploitation en France et à l'étranger de tous services de voitures automobiles, de place, de régie de remise ou autres de quelque titre que ce soit pour les transports particuliers ou en commun de personnes ou des marchandises et notamment l'entreprise de transports par autocars dans la région de Nice, Vence, la Colle- Sur- Loup, Saint Paul et celle de Greolières Thorenc.
- La fabrication, l'achat, le louage, l'affermage, le garage et l'entretien des véhicules de toutes nature ou autres ainsi que les moteurs, châssis, carrosserie, pièces détachées et accessoires divers pouvant concerner les voitures et véhicules automobiles.
- L'exploitation de toute agence de voyages et des activités annexes, la construction, la location vide ou meublée la mise en valeur sous toutes ses formes de tout local industriel ou commercial.
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations commerciales et industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de société nouvelle,
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes les opérations commerciales et industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de société nouvelle, d'apports souscriptions ou achats de titres de droits sociaux, fusion ou association en participation et autrement.
- Et généralement toutes opérations commerciales industrielles mobilières et financières se rattachant directement ou indirectement aux objets sus spécifiés.

ARTICLE 3. – DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« **KEOLIS ALPES MARITIMES** ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4. - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

840 avenue Emile Hugues 06140 Vence

Il peut être transféré en tous lieux par décision du président.

ARTICLE 5. – DUREE

La durée de la Société, primitivement fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, a été prorogée de cinquante ans par l'assemblée générale extraordinaire du 7 avril 1970. Sauf prorogation ou dissolution anticipée, elle prendra fin le 22 octobre 2032.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par les associés.

ARTICLE 6. – APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1. APPORTS

Divers apports ont été effectués lors de la constitution de la société et lors de l'augmentation de capital du 27 avril 1933, lors de l'apport fusion de la société à responsabilité limitée « société des cars de la haute Tinee », par acte du 8 décembre 1961.

Suivant délibération en date du 28 juin 2001 l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a réduit le capital social conjointement à sa conversion en euros d'une somme de 148.15 F par affectation de cette somme à un compte spécial de réserve pour conversion indisponible pour être porté à 219 504 € et adopté la nouvelle valeur nominale fixée à 91.46 €.

6.2. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent dix neuf cinq cent quatre (219 504) Euros. Il est divisé en deux mille quatre cent (2400) actions de quatre vingt onze (91) euros et quarante six (46) centimes chacune, entièrement libérées. Il provient des apports rappelés à l'article précédent et des augmentations de capital décidées par les assemblées générales extraordinaires du 20 septembre 1958, 7 avril 1962, 16 mars 1963, 26 octobre 1981 et du 29 juin 1984.

ARTICLE 7. – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation, et de procéder à la modification correspondante des statuts.

Les associés peuvent aussi autoriser le président à réaliser une réduction du capital social.

ARTICLE 8. – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur un compte tenu à cet effet par la société.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 9. – CESSION DES ACTIONS - AGREMENT

Les cessions entre associés sont libres.

Les actions de la société ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'après agrément préalable donné par la collectivité des associés dans les conditions définies à l'article 15.

La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux associés.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans le délai d'un mois à compter de la notification de la demande d'agrément. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception. Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai précité, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

Si le ou les cessionnaires proposés sont agréés, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification d'agrément. A défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler au moyen d'une réduction de capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

ARTICLE 10. – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement ou éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 11. –PRESIDENT

La société est gérée, administrée et dirigée par un président, personne physique, associé ou non de la société.

Le président est nommé, renouvelé et remplacé dans ses fonctions par décision des associés prise dans les conditions définies à l'article 16.

Le président est nommé pour une durée d'une année renouvelable.

Par exception, le premier président est nommé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir en 2010 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les fonctions du président prennent fin soit par son décès, sa démission, sa révocation ou l'expiration de son mandat.

Pendant la durée de son mandat, le président peut être révoqué par décision des associés prise dans les conditions définies à l'article 16, le président, s'il est associé ne prenant pas part au vote. La révocation n'a pas à être motivée et ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Les fonctions du président sont gratuites.

Il – Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

A titre de mesure d'ordre interne, le président doit recueillir l'accord exprès préalable des associés pour :

- constituer des garanties de quelque sorte que ce soit sur les biens sociaux
- donner l'aval, la caution ou la garantie de la société.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 12 – DIRECTEURS GENERAUX

Sur proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Le directeur général est nommé, renouvelé et remplacé dans ses fonctions par décision des associés prises dans les conditions fixées à l'article 16.

Pendant la durée de son mandat, le directeur général peut être révoqué par décision des associés prise dans les conditions définies à l'article 16, le directeur général, s'il est associé ne prenant pas part au vote. La révocation n'a pas à être motivée et ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Les fonctions de directeur général sont gratuites.

Le directeur général est nommé pour une durée d'une année renouvelable.

En cas de démission, empêchement ou révocation du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

ARTICLE 13. – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

13.1. Conventions réglementées

Les conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce intervenues directement ou par personnes interposées entre son président, l'un de ses dirigeants, l'un des associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, font l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.

Les associés statuent ensuite sur ce rapport lors de la décision d'approbation des comptes dans les conditions de l'article 16 des statuts.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

13.2. Conventions courantes conclues à des conditions normales

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucunes des parties, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

13.3. Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président ou aux directeurs généraux, personnes physiques, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux dirigeants personnes physiques des personnes morales dirigeantes de la société.

ARTICLE 14. – DECISIONS DES ASSOCIES

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication – téléphone, vidéo, télex, fax, etc. – peuvent être utilisés dans l'expression des décisions. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée générale par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination et la révocation des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, la transformation de la Société en une Société d'une autre forme, l'approbation des conventions réglementées et toute modification statutaire ne pouvant être décidée que sur rapport spécial des commissaires aux comptes.

Les commissaires aux comptes et le comité d'entreprise sont convoqués à ces décisions prises en assemblée en même temps et dans les mêmes formes que les associés.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

3. L'Assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

La convocation est faite par tous moyens quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des associés.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de quinze jours est considéré comme ayant voté la résolution.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

5. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6.° Chaque associé a la faculté de requérir par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au siège social, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.

La demande doit parvenir au siège au moins huit jours avant la date de l'assemblée générale et doit être accompagnée du texte des projets de résolution assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président communique ces projets aux associés et les inscrit à l'ordre du jour.

ARTICLE 15. – DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'agrément d'un associé, et de manière générale, à toute modification des statuts.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 16. – DECISIONS ORDINAIRES

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et à la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des associés sont présents ou représentés.

ARTICLE 17. – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

ARTICLE 18. – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Les associés doivent statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 19. – RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report

bénéficiaire. Sur ce bénéfice, les associés peuvent prélever toutes sommes qu'il juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions par décision collective des associés.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par les associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision des associés des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision des associés.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 21. – CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés par les associés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 22. – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 23. – LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 24. – CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés et la société, seront soumises aux tribunaux compétents.

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 7 novembre 2016

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	415 750 595 R.C.S. Grasse
<i>Date d'immatriculation</i>	02/12/1957
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	KEOLIS ALPES MARITIMES
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Capital social</i>	219 504,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	840 Avenue Emile Hugues 06140 Vence
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 20/10/2032
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	RABIER Frederic
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 02/10/1958 à ORAN (ALGERIE)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	26 Chemin DE L'AGRIOTIER LA MADRAGUE GIENS 83400 Hyères

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	DELOITTE & ASSOCIES
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	185 AVENUE CHARLES DE GAULLE NEUILLY SUR SEINE 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	572 038 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Dénomination</i>	BEAS
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	195 Avenue CHARLES DE GAULLE 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	315 172 445 R.C.S. Nanterre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	840 Avenue Emile Hugues 06140 Vence
<i>Enseigne</i>	SAP VOYAGES
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Transport par auto cars, région Nice Vence Colle sur Loup, saint Paul et Greolieres Thorenc - garage et entretien de tous véhicules -
<i>Date de commencement d'activité</i>	14/11/1932
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Apport
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Dénomination</i>	BENISTI RAOUL - KHAN MARCEL - RAYMOND HONORE ET STE AUTOCARS ROUGE - RC 3145 - 3946 - 3232
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Greffé du Tribunal de Commerce de Grasse

37 AV PIERRE SEMARD

BP 61030

06133 Grasse

N° de gestion 1957B00059

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 9364 du 21/08/2006

Continuation de la société malgré un actif net devenu inférieur à la moitié du capital social. Décision du 29/06/2006

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

SOCIETE AUTOMOBILES DE PROVENCE
Société par Actions Simplifiée au capital de 219 504 Euros
Siège social : 840 Avenue Emile Hugues – 06140 VENCE
415 750 595 R.C.S GRASSE

copie certifiée conforme
p/

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 4 OCTOBRE 2016**

L'an deux mille seize,
Le 4 octobre,
A 10 heures,
A Cannes la Bocca (06150), allée des Cormorans ZI La Frayère Mandelieu,

Les convocations à la présente Assemblée ont été adressées individuellement quinze jours avant la réunion de l'Assemblée, conformément aux statuts.

La séance est présidée par Madame Patricia MEUNIER en sa qualité de représentant de la Société Keolis, en vertu d'un pouvoir de Monsieur Jean-Pierre FARANDOU, Président Directeur Général.

La Présidente déclare que l'Assemblée est valablement constituée et peut délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le Cabinet Deloitte et Associés, Commissaire aux comptes, est absent et excusé.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes,
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires,
- la feuille de présence,
- le rapport du Président,
- le projet des résolutions soumises au vote de l'Assemblée,
- les statuts de la société.

La Présidente déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

La Présidente rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Président
- Autorisation de la dissolution sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine des sociétés Compagnie des Transports Méditerranéens et Société des Transports Côte d'Azur Riviera
- Changement de dénomination sociale
- Modification corrélatrice des statuts
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

La Présidente donne lecture du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, elle déclare la discussion ouverte.

Plus personne ne demandant la parole, la Présidente prend successivement les décisions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate que la Société détient l'intégralité des parts composant le capital social de la société COMPAGNIE DES TRANSPORTS MEDITERRANEENS et décide de sa dissolution anticipée sans liquidation avec transmission universelle de son patrimoine au profit de la Société, en application de l'article 1844-1 du code civil. A cet effet, l'Assemblée Générale Extraordinaire autorise le Président de la Société à souscrire la déclaration de dissolution sans liquidation de la société COMPAGNIE DES TRANSPORTS MEDITERRANEENS.

La résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate que la Société détient l'intégralité des parts composant le capital social de la société SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA et décide de sa dissolution anticipée sans liquidation avec transmission universelle de son patrimoine au profit de la Société, en application de l'article 1844-1 du code civil. A cet effet, l'Assemblée Générale Extraordinaire autorise le Président de la Société à souscrire la déclaration de dissolution sans liquidation de la société SOCIETE DES TRANSPORTS COTE D'AZUR RIVIERA.

La résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Président décide de modifier la dénomination sociale de la Société en KEOLIS ALPES MARITIMES.

En conséquence, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 3 des statuts comme suit :

« ARTICLE 3. – DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« KEOLIS ALPES MARITIMES ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social. »

La résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ces délibérations pour les dépôts, publications et autres formalités prescrites par la Loi.

La résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidente de séance.

La Présidente

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/01/2017
Numéro : BC_2017_008
Nature : DE - Deliberations
Objet : Prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A -Lot n.1 desserte scolaire des établissements des communes d'Antibes, Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve-Loubet et la colle sur loup- Avenant n.1 au marché n.16/102 SARL STCAR
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JbvCnzD

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/02/2017
Identifiant : 006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE

Acte reçu

Date : 30/01/2017
Numéro interne : BC_2017_008
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Prestations de services de transports scolaires pour le compte de la C.A.S.A -Lot n.1 desserte scolaire des établissements des communes d'Antibes, Vallauris, Biot, Valbonne, Villeneuve-Loubet et la colle sur loup- Avenant n.1 au marché n.16/102 SARL STCAR

Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 8

006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_4.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_5.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_6.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_7.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_8.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_008-DE-1-1_9.PDF